



Extrait du Chez Albert | L'actualité vue de Marseille | Gros, demi-gros, détail

<http://chez-albert.fr/L-elu-le-prefet-le-gabian-et-le.474.html>

Animal sauvage, animal politique

L'élu, le préfet, le gabian et le sanglier

- Feuilletons - Baucem, l'intégrale -



Date de mise en ligne : lundi 25 février 2013

Chez Albert | L'actualité vue de Marseille | Gros, demi-gros, détail

Le panneau en plastique jaune, cloué à hauteur des yeux sur le tronc d'un pin, m'avait fait sourire : « *Attention, terrain de chasse* ». Ha ha ! On est en plein mois d'octobre heureusement, la chasse est finie ! Depuis un petit quart d'heure, je crapahutais dans une colline avoisinant les Baumettes pour trouver LE coin à photos. Et plus j'avance, plus je me demande si j'ai choisi le bon versant : arbres, maisons, tout y est pour boucher une vue d'ensemble sur la prison. Montons toujours sur la crête, de là je verrai bien si je dois changer de crèmerie. J'enjambe quelques troncs morts couchés à terre et débouche sur une petite clairière. Une demi douzaine d'arbres l'encadre, et de leurs racines résonnent de petits gazouillis : chaque tronc est équipé d'une cage à oiseaux en bois, chacune avec son petit pensionnaire. « Je ne connaissais pas cette technique, pense-je. Bizarre qu'ils les laissent là en dehors des périodes de chasse. »

Mais après tout que m'importe : j'ai enfin une vue dégagée sur la prison, particulièrement son bâtiment D, le plus récent (années 1970 quand même), avec ses fenêtres octogonales et son mirador intégré qui lui donnent un air de vaisseau Arcadia dans Albatros 78. Je suis en train de saisir mon appareil quand j'avise derrière moi une petite cabane camouflée. Deux yeux me scrutent depuis une meurtrière, puis disparaissent. Un chasseur sort de la guérite. Je viens de lui bousiller son affût. Il chasse le merle et la grive à la glu, en utilisant des oiseaux « appelants » [1]. Dans ce coin des calanques comme ailleurs, la chasse, c'est en hiver. Dans ce coin des calanques, la chasse est une activité ancestrale. Millénaire même : dans la [grotte Cosquer](#) toute proche, à Morgiou, les peintures de bison et de bouc ont plus de 19 000 ans.

Autour de la prison des Baumettes c'est toute une faune qui se déploie : en redescendant la colline, j'aperçois des trous dans la terre, comme si une pelle à neige avait raclé le sol sur un mètre. A côté, des crottes, trop petites pour des chiens, beaucoup trop grosses pour des lapins. Un gros dalmatien fou-fou surgit, se met à me tourner autour en me renflant les chaussures, puis s'enfonce au galop dans la forêt. « *Ce sont les sangliers qui font ça*, m'explique sa maîtresse, qui habite juste à côté. *Ils se baladent partout, on en a même vu dans les jardins des maisons.* » Riverains et agents de la pénitencière fourmillent d'histoires de face à face avec un sanglier, souvent au lever du jour ou à la tombée de la nuit. L'invasion est telle que la mairie organise chaque année des battues administratives. En 2009, les chasseurs ont abattu [jusqu'à 14 sangliers en une journée](#). À raison de deux portées par an, les sangliers compteraient selon les estimations de cent à plusieurs centaines d'individus dans les calanques et leurs quartiers limitrophes. Privés de leurs féroces prédateurs naturels (loup, lynx), ils prolifèrent.

Des drapeaux rouges sous ses fenêtres, la Vieille Charité n'en a pas vus beaucoup. Quelques-uns peut-être durant la Révolution. Et beaucoup plus depuis que Marseille est devenue capitale européenne de la culture 2013. En ce milieu du mois d'octobre, l'ancien hospice pour pauvres et mendiants, devenu l'un des principaux musées de la ville, se prend une nouvelle manifestation sur son pas de porte. Les agents municipaux de la culture réclament le paiement des heures supplémentaires et davantage de moyens en vue de 2013. Depuis des décennies, le personnel des musées de Marseille est, au trois quarts de ses effectifs, issus des reclassements d'agents municipaux, généralement plutôt âgés, ex-cantonniers, ex-cantinières etc [2]. « *En trente ans à la direction de musée je n'ai jamais été formé à l'accueil, à la médiation culturelle, sauf depuis quelques mois à l'approche de 2013* », témoigne un délégué syndical. Le contraste avec le personnel du futur Mucem, à cinq minutes à pied de la Vieille Charité, s'annonce criant. Le nouveau musée national embauchera des agents 100% ministère de la Culture et des sous-traitants jeunes et spécialisés pour la médiation culturelle [3]. Un point de plus marqué par l'État dans son interminable compétition contre les farouches Marseillais ? Voire...

Depuis Louis XIV et ses forts (Saint-Nicolas ET Saint-Jean, futur site du Mucem) dont les canons pouvaient se tourner tant vers le large que vers le centre-ville lui-même, il est entendu que Marseille et l'État ne sont pas les meilleurs amis du monde. Tropisme corse aidant et casse-bonbons selon leur habitude, les Marseillais ont pris un malin plaisir à adopter à travers l'Histoire le camp de la décentralisation, celui à même de garantir au mieux leur liberté locale.

Ce faisant, ils ont souvent perdu, même quand, exceptionnellement, ils se sont alliés aux Parisiens comme lors de la Commune. Depuis lors, c'est entre Paris et Marseille une véritable histoire d'amour-haine, chacun feignant de mépriser l'autre sans pouvoir aucunement s'en passer. Les exemples sont innombrables, prenons-en de récents. L'État veut terminer la rocade L2, véritable serpent de mer lancé il y a plus d'un siècle ? Il sollicite la ville et le département. Les Marseillais veulent développer leur agglomération mais sont incapables de se rassembler pour partager la manne financière du port ? Ils réclament l'arbitrage et des fonds de l'État [4]. L'État veut décentraliser un de ses musées nationaux ? Généreusement, il choisit Marseille.

Dans la prison elle-même, les sangliers ne viennent pas. Le principal envahisseur est, comme en ville mais plus encore qu'en ville, le cafard et le rat. Surtout le rat. « *On en voit passer longs comme l'avant-bras, aussi bien de jour que de nuit* », assure David Cucchiatti, secrétaire de la CGT des Baumettes. « *Ça devient un jeu entre co-détenus, à qui arrivera à en toucher le plus avec des projectiles* », explique la mère d'un détenu. Dix à quinze ans en arrière, les Baumettes étaient également parcourues de long en large par des chats. « *Il y en a toujours eu, ils entrent par leurs propres moyens*, précise David Cuchiatti. *Plusieurs détenus en gardaient même en cellule pour avoir un peu de compagnie. Mais ça a été interdit pour raison de sécurité : parfois les prisonniers les jetaient à la figure des surveillants.* » Question d'hygiène aussi : l'urine et les déjections des chats rajoutent à la saleté des Baumettes, déjà chronique. Contre le cafard, la lutte est tout aussi difficile : bâtiment collectif, ancien et sale, la prison combine tous les facteurs d'hospitalité pour l'insecte. Ils sont partout : sur les murs, par terre, parfois même sur les détenus durant la nuit ou à l'aube, d'après certains surveillants.

Dehors, ce sont surtout les chauve-souris qui compliquent la vie des Baumettes. Les calanques et la forêt avoisinantes comptent pas moins de 13 espèces de chiroptères, dont deux « *méritent une attention forte* » selon le parc national. Les vespertillons (chauve-souris insectivores) de [Cappacini](#) et [Bestein](#), des animaux plus petits que le poing qui nichent dans les cavernes ou dans les cavités des arbres. La présence de ces chauve-souris près des Baumettes a forcé la pénitencière à ne réaliser ses travaux « *qu'entre le lever et le coucher du soleil* », en plein hiver, pour ne pas gêner les chiroptères avec de la lumière : injonction du parc des calanques.

L'État a fait un geste, et même plusieurs [5], en direction de sa favorite métropole du Sud. L'implantation du Mucem en est un : sur une simple logique de rayonnement international, choisir Lyon ou Toulouse eut été plus logique. Mais l'État, et Marseille avec lui, parie sur un effet Bilbao : un gros équipement culturel peut jouer un rôle de locomotive pour le territoire. L'État coordonne l'ensemble des travaux sur le J4 et sur les autres grands chantiers de l'avant 2013. « *Nous nous sommes pas imposés, on [les collectivités locales] nous a demandé de le faire* », rappelle le préfet de région Hugues Parant [6]. Dans la phase précédent les travaux, c'était l'État qui était venu chercher les collectivités locales pour participer au financement du Mucem. Au terme de longues négociations, un compromis avait été trouvé sur le budget de construction. Sur le budget de fonctionnement, les élus locaux ont dit niet, malgré les relances répétées du ministère de la Culture, en mettant en avant les travaux à réaliser dans les musées locaux (beaux-arts, Histoire, art contemporain, on en passe).

Dans ce jeu où pouvoir local et pouvoir central se tiennent par la barbichette, l'un a cependant plus à perdre que l'autre. Marseille a déjà vécu la mise sous tutelle pure et simple de l'État : c'était en 1939, alors que la ville était

empêtrée dans des problèmes financiers et les 73 morts de l'incendie des Nouvelles Galeries, survenu un an plus tôt. « Porte du Sud » pour la France, Marseille était alors indispensable à l'État et devait fonctionner quel qu'en soit le prix. Quatre-vingts ans après, avec la décolonisation et l'exil vers l'étang de Berre de toute l'activité marchandise, la donne a radicalement changé. Sur le papier, l'État peut se passer de Marseille, Marseille peut difficilement se passer de l'État. Tant que tournent à Fos le port pétrolier et les terminaux marchandises, la principale fonction stratégique de Marseille est remplie. En revanche, plus l'État se désintéresse de Marseille, plus celle-ci est en difficulté : 28% des emplois de la ville relèvent du secteur public (État, hôpitaux mais aussi collectivités locales), contre 23% en moyenne nationale [7]

Dans la calanque historique du Vieux-Port, le Mucem, lui, n'a pas ce genre de problème. Inoccupé pendant un demi-siècle, il est devenu une colonie d'oiseaux. « *Surtout les gabians, ils nichaient tous là avant* », assure un policier municipal qui patrouille dans le Panier. Réalisée à l'occasion du projet de piétonnisation du centre-ville, une étude d'impact sur l'ensemble du Vieux-Port (donc fort Saint-Jean et J4 compris), décrit une faune « *caractéristiques des milieux urbains* » : rat « surmulot », souris domestique, moineau domestique, pie, pigeon de ville et surtout goéland leucophée, plus connu sous son sobriquet provençal de « gabian ». Le cas du gabian est intéressant. Symbole de Marseille au point de figurer stylisé sur le [logo d'Euroméditerranée](#), l'établissement d'aménagement public qui gère le J4, puis d'être devenu la [mascotte des travaux du tram](#) (choix déploré à l'époque par le responsable du projet tramway Renaud Muselier car un gabian « *ça crie et ça chie* »), le goéland ne représente, comme les autres oiseaux du quartier « *aucun intérêt faunistique majeur* » selon l'étude. Pour le parc national des calanques, il fait au contraire partie du « *patrimoine naturel et exceptionnel* » du littoral, et est vanté comme tel dans les [plaquettes de communication du parc](#).

Quoi qu'il en soit, « *aucune sensibilité écologique n'a été relevée dans le secteur* » du Vieux-Port, estime l'étude d'impact. Les travaux peuvent donc se dérouler sans risque pour les animaux. La véritable inconnue concerne l'après travaux : la création de 12 000m² d'espaces verts au fort Saint-Jean, en introduisant de nouvelles espèces de végétaux, peut potentiellement attirer une nouvelle gammes d'insectes et, partant, d'oiseaux et autres prédateurs.

Un nouveau terrain de jeu pourrait également s'ouvrir aux animaux en dessous du Mucem. Le projet prévoit en effet d'agrandir la darse du J4 pour qu'un bras d'eau de mer s'immisce entre le fort Saint-Jean et le bâtiment Ricciotti. Dans le Vieux-Port, « *la forte pollution des sédiments [8] et les mauvaises conditions écologiques limitent fortement le développement d'une faune et d'une flore diversifiée* », notent les scientifiques. Leurs plongeurs ont tout de même relevé la présence de quatre grandes familles de poisson : « *la bogue, le loup, plusieurs espèces de muges parfois en bancs importants (plusieurs dizaines d'individus) et des gobbidae* ». Là aussi, « *aucune espèce rare ou remarquable* ». En termes de répartition dans le plan d'eau, « *seuls quelques organismes résistants à la pollution et des poissons de passage sont présents dans la partie la plus interne du Vieux Port* ». En revanche, les poissons « *restent abondants le long des enrochements de la digue du fort St Jean, en sortie du Vieux Port* », c'est-à-dire juste aux pieds du Mucem. L'ouverture d'un nouveau plan d'eau autour du musée va donc poser une question : celle d'en autoriser ou non l'accès aux pêcheurs à la ligne qui arpentent le Vieux-Port et arpentaient l'ancien-J4.

Dans les grands cabinets ministériels, Marseille -et tout le Sud-Est avec elle- n'est souvent guère prise au sérieux. Lors de sa fête de départ en 2007, Christian Frémont, préfet de région, ancien responsable des stages à l'ENA [9] et futur directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, racontait à la presse combien de fois il s'est entendu répondre, « *Oh, ça va hein, toi tu as le soleil* » par des hauts fonctionnaires auprès desquels il venait défendre des projets locaux complexes et coûteux. Préjugés, alimentés par les Provençaux eux-mêmes, clanisme, clientélisme, fatalisme voire je-m'en-foutisme sont assumés avec une candeur désarmante par beaucoup d'élus locaux.

Dès lors à Marseille, l'État n'a souvent agi que dos au mur, quand il était acculé par une actualité qu'il ne pouvait ignorer plus longtemps. Les dossiers sont nombreux : SNCM, réforme portuaire (et les investissements supposés aller avec), trafic de stupéfiants, corruption, grand banditisme... L'État est rejoint dans cette attitude par les élus locaux : sans la capitale européenne de la culture le Mucem, co-financé par les collectivités locales n'aurait tout simplement pas vu le jour [10]. Et les travaux de piétonnisation du centre-ville comme les timides améliorations du réseau de transports en commun, auraient sans doute pris encore plus de temps.

PROCHAIN ÉPISODE : Intérieurs jour

[1] Tradition provençale soumise à dérogation et autorisation par l'Europe et le parc national des calanques.

[2] « *Si c'est une oeuvre, là c'est aut'chose ...* » : c'est affreux mais je peux pas ne penser à Lino Ventura et aux *Tontons flingueurs* en décrivant cette gestion du personnel.

[3] Comme nous le verrons dans un prochain épisode.

[4] Avec, comme l'écrit LibéMarseille, le risque non négligeable de voir les élus locaux « *empocher les subventions en s'empressant de ne rien changer* ».

[5] Comme la nomination d'un préfet de police de plein exercice et surtout d'un préfet délégué au projet de métropole, ce qui place officiellement Marseille au même rang que Paris dans les projets de l'État. La balle est désormais dans le camp des Marseillais. Mi-novembre, toutes les collectivités territoriales concernées par la métropole se sont achetées des pleines pages de pub dans les journaux pour dire non au projet : « *Serions-nous moins capables, élus des Bouches-du-Rhône, de rassemblement et de générosité ?* », s'interrogent les élus. La réponse est dans la question.

[6] Propos tenus lors de la présentation du programme de Marseille Provence 2013, le 16 novembre 2012.

[7] Dans la zone Marseille-Aubagne, l'État représente 11% de l'emploi salarié, contre 6% pour les hôpitaux et 10% pour les collectivités locales. Chiffres Insee 2006 et étude de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam) 2011.

[8] Principalement aux métaux lourds et au PCB mais également, dans une moindre mesure, aux hydrocarbures.

[9] Et qui a donc vu passer dans son bureau la quasi-totalité de ce que la France compte aujourd'hui comme ministres et ex-ministres.

[10] Voir épisode 1.